



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Assassinat de Stéphanie Monfermé

Question au Gouvernement n° 3973

Texte de la question

ASSASSINAT DE STÉPHANIE MONTFERMÉ

M. le président. La parole est à Mme Aurore Bergé.

Mme Aurore Bergé. Monsieur le Premier ministre, Stéphanie Montfermé avait quarante-neuf ans. Elle était une épouse, une mère, une amie, une collègue. Elle a travaillé pendant vingt-huit ans au service de la France et des Français. Elle était fonctionnaire de police au commissariat de Rambouillet et, il y a dix jours, elle a été assassinée par le terrorisme islamiste, endeuillant une nouvelle fois le territoire des Yvelines, après les attentats de Magnanville et de Conflans-Sainte-Honorine.

Monsieur le Premier ministre, le format de cette prise de parole impose à chaque parlementaire de formuler une question. J'avoue avoir beaucoup hésité quant à la manière de vous la poser, tant elle l'a déjà été. D'autres présidents de la République, d'autres premiers ministres se sont rendus dans des territoires ensanglantés par le terrorisme islamiste ; ils ont consolé des familles, pris des engagements, changé la loi. Pourtant, cette question perdure.

Cette question, nous nous la posons et vous vous la posez, monsieur le Premier ministre. C'est la question que notre peuple, au plus profond de lui-même, se pose. C'est une question que chaque Français, soucieux du destin de son pays et amoureux de la France, se pose. C'est la question qui assombrit nos joies et taraude les foules qui défilent au lendemain des crimes ignobles. C'est une question qui devrait nous unir, quand, trop souvent, elle nous sépare. C'est une question que les populistes ne se posent pas – ils ont déjà des réponses toutes faites. C'est une question que l'extrême gauche ne se pose pas – pour elle, la question n'existe pas. Mais cette question perdure, car, à la fin de la journée, qui meurt ? Des serveurs de l'État, des fonctionnaires, des militaires, des policiers, des gendarmes, des journalistes, des enseignants, des jeunes aux terrasses des cafés, des Français juifs, sur lesquels on a tiré à bout portant dans une école, ou qu'on a défenestrés.

Monsieur le Premier ministre, cette question est simple et je vous la pose avec toute la solennité qui s'impose : quelles mesures comptez-vous prendre pour renforcer nos moyens de lutte contre le terrorisme islamiste ?
(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et Dem.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur. Avec vous, madame Aurore Bergé, et avec la représentation nationale, je veux évidemment, au nom du Gouvernement et à la suite du Premier ministre – qui est intervenu dans une très digne et très belle cérémonie honorant cette policière de Rambouillet, sa famille et ses collègues – rendre hommage à Stéphanie Montfermé, à son parcours et condamner une nouvelle fois le terrorisme islamiste qui, comme vous l'avez dit, touche la France.

Depuis la présidence de Nicolas Sarkozy et les ignobles attentats de l'école juive de Toulouse, depuis le quinquennat du président Hollande – chacun se souvient des horreurs qu'ont alors connues Paris et d'autres villes de France –, jusqu'à la présidence d'Emmanuel Macron aujourd'hui, tous les pays européens et, si j'ose d'ire, tous les pays du monde, ont connu la barbarie islamiste.

Madame Bergé, nous nous posons les mêmes questions que vous. Nous constatons, malgré les trente-cinq attentats déjoués par les services de renseignement français depuis janvier 2017, malgré le doublement du budget de la DGSI – Direction générale de la sécurité intérieure –, malgré le recrutement de 1 900 policiers supplémentaires dans les services de renseignement, malgré les textes importants votés sous plusieurs majorités, qui nous aident à déjouer ces attentats, que l'hydre islamiste continue à tuer à travers le monde et singulièrement en France.

Les neuf derniers attentats ont été commis par des individus qui n'étaient pas connus des services de renseignement. C'est cette confluence vers le terrorisme que nous devons empêcher, par le travail de lutte contre le séparatisme - le « djihadisme d'atmosphère », comme le dit Gilles Kepel -, mais aussi en promouvant « la société de vigilance », à la suite de M. le Président de la République, en luttant contre l'islamisme radical, et en même temps, évidemment, en assurant une meilleure détection, une meilleure maîtrise de nos frontières et un soutien encore renforcé aux forces de l'ordre. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et Dem.)*

Données clés

Auteur : [Mme Aurore Bergé](#)

Circonscription : Yvelines (10^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3973

Rubrique : Terrorisme

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 mai 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 mai 2021](#)